



Mireille Sadège

Rédactrice en chef
Docteur en histoire
des relations
internationales

Durant la mi-mars, l'Europe est devenue l'épicentre du coronavirus dans le monde. La pandémie entraîne alors le confinement de la population, l'arrêt presque total de l'activité économique ainsi que le chômage massif qui en découle. Les hôpitaux sont débordés tandis que l'insuffisance des moyens devient criante face à l'arrivée des malades atteints du Covid-19... Très vite, les États européens réagissent en annonçant des mesures d'urgence telles que le chômage partiel, la garantie d'État pour des prêts afin d'empêcher la faillite des entreprises et les licenciements. Au fil des semaines, la crise sanitaire se transforme en une crise économique.

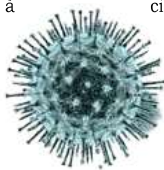
Ainsi, l'Union européenne (UE) se trouve de nouveau face à une crise économique qui de surcroît serait, d'après les économistes, d'une ampleur sans précédent. Face à cette crise inédite, l'UE a rapidement renoncé à la rigueur budgétaire, mais l'incompréhension fut à son comble lors du Conseil européen du 26 mars quand l'Allemagne, l'Autriche, la Finlande et les Pays-Bas se sont opposés à une levée commune de fonds par la création d'un instrument financier qui aurait profité à tous les États membres, en particulier aux pays les plus endettés. La solidarité européenne fut terriblement mise à mal lorsque la demande de soutien de l'Italie n'a pas trouvé de réponse européenne. C'est finalement la Chine et la Russie qui lui apporteront de l'aide. Pour l'Italie, « l'UE et la zone euro ne peuvent pas se permettre de

La solidarité européenne à l'épreuve du coronavirus

répéter les mêmes erreurs commises lors de la crise financière de 2008, quand il n'a pas été possible d'offrir une réponse commune ».

Le 9 avril, les ministres des Finances des Vingt-Sept adoptent une aide d'urgence d'un montant de 540 milliards d'euros, mais les désaccords restent bien réels entre les États membres. Le Premier ministre italien, Giuseppe Conte, rappelle alors à l'UE qu'il ne faut « pas commettre d'erreurs tragiques », sans quoi « l'édifice européen tout entier risque de perdre sa raison d'être ».

Lors du Conseil européen du jeudi 23 avril, les Vingt-Sept se mettent d'accord sur la nécessité d'un plan de relance massif. Il ne reste plus qu'aux chefs d'États et de gouvernements à trouver un consensus sur les moyens à engager. La tâche ne sera pas facile en raison de divergences qui persistent entre les pays du Nord, inquiets de payer pour les dépenses de ceux du Sud qui, quant à eux, réclament une plus grande solidarité. En résumé, les premiers souhaitent limiter l'action de l'UE au Mécanisme européen de stabilité financière (MES) qui permet de mobiliser un capital de 700 milliards d'euros garanti par tous les États de la zone euro, ce qui permet de faire des emprunts sur le marché à des taux intéressants. À l'inverse, les seconds trouvent cette proposition peu ambitieuse et sont donc partisans d'une mutualisation des dettes par le recours aux « corona bonds ».



Le concept des « corona bonds » n'est pas nouveau. Il s'agit d'une mutualisation des titres des dettes des États européens garantie par le budget de l'Union. Ce concept a été proposé d'abord en 1993 lorsque Jacques Delors était président de la Commission européenne. En 2009, la Banque européenne d'investissement a repris cette idée lorsqu'elle a proposé l'émission d'eurobonds pour lutter contre la crise financière. Néanmoins, la proposition avait été rejetée par certains États comme l'Allemagne au profit de la création du Mécanisme européen de stabilité financière. Ainsi, la divergence entre les pays membres n'est pas nouvelle. Elle s'est d'ailleurs de nouveau manifestée lors de la crise financière de 2008. La fracture que nous

constatons aujourd'hui face au Covid-19 est la même que celle de 2010 avec la Grèce et elle souligne le dilemme européen entre la solidarité demandée d'un côté et la rigueur budgétaire prônée de l'autre. Comment peut-on expliquer ce désaccord récurrent entre les Vingt-Sept ? Pour Francesco Saraceno, macroéconomiste spécialiste des politiques européennes, cette situation résulte de l'une des particularités de l'UE : « L'UE est le seul exemple d'union monétaire qui n'a pas abouti à une union budgétaire. Il n'y a pas d'autre expérience de ce type dans le monde. Entre 1985 et 1992, cela a été un débat structurant entre des gens comme Jacques Delors, Romano Prodi et Helmut Kohl qui voyaient la monnaie unique comme une étape vers une union

politique, et ceux qui défendaient l'idée selon laquelle on peut faire une union économique simplement en comptant sur les ajustements sur les marchés. Pour l'instant, le deuxième groupe l'a emporté, et l'objectif politique a disparu. Ce débat questionne l'avenir de l'UE, qui peut rester sur un modèle de stabilisation de son économie par la banque centrale, ou prendre un tour plus politique. »

Concernant la solidarité au sein de l'UE, elle devient une nécessité depuis l'épidémie de Covid-19, car tous les pays ne disposent pas des mêmes moyens, les pays surendettés de l'Union ayant davantage de mal à y faire face et étant doublement perdants. Par ailleurs, la baisse probable de production au sein de l'UE va accentuer les inégalités. La Présidente de la BCE, Christine Lagarde, a d'ailleurs tiré la sonnette d'alarme à ce sujet : « Si ces divergences entre les pays européens devaient s'accroître, si rien n'était fait pour les corriger à travers les instruments budgétaires que sont le plan de relance à peine ébauché ou le budget européen, l'intégrité du marché unique et de la zone euro serait mise à mal, les populismes seraient alimentés. Et, cela ne fait aucun doute, tout le monde serait perdant ».

La survie de l'UE dépendra-t-elle de la mise en œuvre d'une véritable solidarité entre les États membres ? La réponse est plus que jamais « oui ». Et à ceux qui jugent le prix de la solidarité trop élevé, il faudra alors leur rappeler le coût que pourrait représenter une probable dislocation de l'Union. Dans cette crise sanitaire, économique et sociale, n'oublions pas que l'UE joue elle aussi sa survie.



Dr. Olivier Buirette

Samedi 21 mars 2020, de nombreux pays entament leur premier week-end de confinement dû à la pandémie du coronavirus apparue en Chine fin 2019. Ce phénomène inédit provoque une nouvelle et véritable crise globale que doit affronter, comme elle le peut, l'Union européenne (UE) qui n'en est pas à sa première : crise migratoire (toujours en cours), crise de l'Euro, crise grecque, crise financière, crise bancaire, etc. Dans la plupart des pays, cette épidémie entraîne des réactions différenciées en fonction du taux de personnes infectées par le Covid-19 et surtout de la progression de la maladie. Si l'Italie, la France et l'Espagne sont en Europe les trois pays les plus violemment touchés avec des dizaines de milliers de cas au moment où nous écrivons ces lignes, les pays d'Europe centrale et des Balkans ne sont pas épargnés et les réactions des gouvernements face à l'épidémie sont bien souvent révélatrices des tendances prises par des pays où des leaders populistes sont installés solidement au pouvoir. On assiste en effet à un renforcement des mesures politiques de repli sur soi, il est vrai assez inévitable en période de pandémie.

La crise du coronavirus en Europe centrale et dans les Balkans

Ainsi, ce 21 mars nous pouvions dénombrer un nombre de cas déclarés en Europe centrale tous pays confondus de 4 960 cas, dont 425 en Pologne, 833 en République tchèque, 137 en Slovaquie, 308 en Roumanie et seulement 85 pour la Hongrie alors que l'Autriche comptabilisait 2 649 cas. Pour les Balkans, nous étions à cette date à 854 cas¹. Bien entendu, ces chiffres sont à relativiser en raison du mode de comptage adopté par ces pays, mais aussi, car il faut prendre en considération les chiffres des voisins immédiats : 670 cas pour la Turquie, 253 cas pour la Russie, sans oublier l'Italie avec 47 021 cas. Certes au moment où cet article sera publié, soit en mai 2020, les chiffres ne seront bien sûr plus les mêmes, mais cette rapide photographie de la pandémie en Europe centrale et dans les Balkans montre bien que nous sommes face à une crise globale et que, une fois encore, il est nécessaire que l'UE soit en mesure d'y apporter une réponse concertée. Hélas, ce n'est pas le cas dans l'immédiat. Le 26 mars, les 27 pays membres se sont donnés deux semaines pour adopter une réponse commune sur le

plan économique aux conséquences de cette crise sanitaire inédite, notamment sur la question des « Corona Bounds », une idée proposée par la France pour contrer les conséquences économiques de la crise. Comme pour les précédentes crises, nous pouvons dire qu'une gouvernance resserrée entre les 27 aurait permis d'affronter cette énième crise de manière plus efficace.

Toujours est-il que les fermetures de frontières et la crise sanitaire actuelle ne font que renforcer les gouvernements populistes de la région déjà bien installés. C'est par exemple le cas de la Hongrie où Victor Orban, en place depuis 2010, a annoncé le 31 mars dernier une prolongation sans limites de l'état d'urgence et des pouvoirs encore plus étendus — ce qui n'est pas sans inquiéter les autorités européennes.

Ce qui est certain, c'est que les conséquences de cette crise se prolongeront au-delà de la période de confinement actuelle, mais aussi que ce qui en sortira sera une région encore plus fragilisée qu'avant avec de grands défis à relever. En effet, ce qui se passe à l'heure actuelle ne fait que creuser davantage les



problèmes constatés avant la pandémie. À ce titre, on rappellera le recul de la position de l'UE dans la zone de l'Ex-Yougoslavie où, avant la pandémie, le président français avait renvoyé à dix ans au moins les prochains élargissements, renforçant ainsi un certain retour des influences russes et turques dans la région. Après la crise, ce problème se présentera à nouveau aux Européens. Que feront-ils alors ?

Pourtant, affronter une menace aussi globale devrait en principe renforcer la notion de coopération entre les États au lieu d'accentuer leurs divergences. C'est bien la seule note d'espoir que nous pouvons avoir quant à l'opportunité d'un renforcement de la mise en commun des moyens de lutte contre le coronavirus au sein de l'UE, ce qui pourrait alors à la fin de cette crise enfin donner un nouvel élan à une relance de la poursuite de la construction d'une Europe plus solidaire où un esprit collectif serait de nouveau à l'œuvre pour le bien commun de tous.

1 - Source : <https://gisanddata.maps.arcgis.com/apps/opsdashboard/index.html#/bda7594740fd40299423467b48e9ecf6>